

En RDC, les femmes ex-combattantes réapprennent à gagner leur vie grâce au soutien du MDRP

A&N no. 10 – 24 octobre 2008



Les femmes font la queue pour participer au projet de soutien à la réintégration du MDRP

Les femmes font parties des groupes les plus vulnérables dans les situations post-conflit. C'est également le cas en République Démocratique du Congo (RDC), où un projet financé par le Programme multi pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) cible ces femmes ex-combattantes et les aide à regagner leur place dans la société.

En RDC, les ex-combattantes qui ont été démobilisées grâce au Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration (PNDDR) se retrouvent souvent seules à la tête de leurs ménages, devant élever leurs enfants et répondre aux besoins

de première nécessité de leur famille. Ces femmes ont déjà reçu un soutien à la réintégration dans le cadre du PNDDR, mais elles ont besoin d'un coup de pouce supplémentaire.

En juillet 2008, plus de 2 600 femmes avaient déjà été démobilisées dans le cadre du PNDDR (par rapport à un total de 102 000 ex-combattants démobilisés). Elles ont pourtant encore besoin d'aide.

Faire face aux stigmates après la démobilisation

Bien que la grande majorité des femmes et des filles ait été forcée à rejoindre les groupes armés, elles doivent faire face, une fois démobilisées, à une stigmatisation tenace de la part de leurs propres familles et communautés. Les perceptions courantes au sujet de ces femmes concernent par exemple les suppositions d'abus sexuels, faisant ainsi perdre aux femmes leur « pureté », la peur qu'elles aient pu être infectées par des maladies sexuellement transmissibles, la peur qu'elles et leurs familles, voisins ou communautés soient recherchés et menacés par les commandants militaires (leurs « maris »), et la présomption que ces femmes risquent d'inciter un comportement débauché chez les autres filles. Les communautés qui accueillent les ex-combattantes ont parfois peur du comportement agressif qu'elles auraient pu acquérir durant leur séjour dans les groupes armés, et pensent qu'elles ne seront plus en phase avec les normes culturelles relatives au rôle traditionnel des femmes dans la société.

Actualités et à noter

Les propres préjugés des femmes sur la façon dont elles vont être perçues une fois qu'elles seront retournées dans leurs communautés peuvent renforcer ces perceptions. Très conscientes des stigmates et des obstacles auxquels elles devront faire face, elles choisissent parfois elles-mêmes de vivre en marge de la communauté, créant ainsi un groupe d'ex-combattantes particulièrement vulnérable car affecté de façon disproportionnée par les barrières conventionnelles à la réintégration socioéconomique.

Soutenir la réintégration des femmes

L'initiative LEAP (*Learning for Equality, Access and Peace* en anglais, c'est à dire l'Apprentissage pour l'égalité, l'accès et la paix) est une composante du MDRP qui se concentre spécifiquement sur les questions de genre. En juin 2008, LEAP a lancé un projet pilote dans la ville de Kindu, province de Maniéma, pour apporter un soutien aux ex-combattantes vulnérables au cours du processus de réintégration. Le projet vise à soutenir les activités génératrices de revenus, à fournir une formation de base aux bénéficiaires, ainsi qu'une formation en gestion d'entreprise, gestion de leur ménage et du microcrédit. Le projet vise également à soutenir les associations et enfin à sensibiliser les communautés à la violence basée sur le genre.



Caritas, une organisation non gouvernementale catholique, mettra en œuvre le projet. Cette ONG qui a un bureau à Kindu connaît bien le contexte local pour avoir participé à la phase de réintégration générale du PNDDR.

Choix des bénéficiaires

«Après plusieurs visites dans la ville de Kindu où vivent les bénéficiaires, je peux vous dire que la situation sociale de ces femmes ex-combattantes est très difficile. La plupart d'entre elles ont été recrutées de force pendant qu'elles allaient travailler aux champs ou chercher de l'eau. Elles ont enduré des moments très difficiles dans les groupes armés. Maintenant qu'elles sont démobilisées, elles vivent dans des conditions précaires », dit Boniface Nakwagelewi, responsable du projet pour Caritas. Il ajoute : *« C'est pourquoi ce projet est si important : il va aider à la réintégration socio économique de ces femmes. Il les aidera à prendre en charge non seulement les personnes qui dépendent d'elles mais elles-mêmes. »*

Le projet pilote a été lancé par le biais d'une affiche placardée sur la porte du bureau de Caritas et d'une annonce sur Radio Kindu. La population locale a été informée qu'un court questionnaire pouvait être rempli pour déterminer l'éligibilité au projet.

Actualités et à noter



Le Comité de sélection examine les questionnaires complétés

Le questionnaire collectait des renseignements sur le nombre d'enfants par ménage, le nombre de personnes à charge, les soucis de santé, la possession ou non d'un abri ou d'un terrain, le temps passé dans les groupes armés, la réception ou non d'un kit de réinsertion, et les moyens utilisés pour subvenir aux besoins de première nécessité. Chaque question avait un certain nombre de points, résultant en un score total.

Un comité de sélection comprenant des représentants du ministère des affaires sociales et du PNDDR étudia tous les questionnaires reçus et sélectionna 200 bénéficiaires : 140 ex-combattantes et 60

membres de la communauté locale, la plupart des filles mères (entre 15 et 22 ans) mais aussi quelques hommes. L'une des leçons tirées de programmes de démobilisation et réintégration passés est qu'il est toujours bon d'inclure la population locale dans les bénéficiaires directs des programmes mis en œuvre et non pas seulement les ex-combattants. Les chances d'une réintégration réussie sont bien plus grandes si la communauté locale est impliquée.

« J'ai été enrôlée de force dans le mouvement Maï-Maï sur le chemin de mon champ. Maintenant que je suis démobilisée, je suis contente d'apprendre que la Caritas va assurer mon encadrement en agriculture en vue de me permettre de me prendre en charge et aussi m'occuper de mes enfants » dit l'une des bénéficiaires du projet.

Le projet va être mis en œuvre pendant dix mois de juin 2008 à avril 2009. Les femmes de Kindu ont bien accueilli le programme, mais certaines d'entre elles se soucient de sa durée, qu'elles jugent insuffisante pour garantir le succès de la réintégration.

« La Caritas nous a dit que notre réinsertion va s'arrêter après dix mois, mais c'est peu. Nous demandons que la Caritas continue à assurer notre encadrement pendant au moins deux ans pour être sûre que toutes les femmes ex-combattantes se sont réellement réintégrées dans la société » dit une autre bénéficiaire.

La formation commence

L'équipe du projet a déjà commencé le travail dans deux aspects: la sensibilisation des communautés locales à la violence basée sur le genre, et la formation des bénéficiaires en lecture et mathématiques. D'autres formations sur la gestion des activités génératrices de revenus (AGR) et le microcrédit vont être organisées. Quelques catégories principales d'AGR ont été identifiées : l'agriculture, le petit commerce et la transformation de produits. Ceci peut être par exemple la production de savon à partir d'huiles et de produits chimiques. Les femmes peuvent ensuite vendre ces produits dans leurs communautés. L'équipe du projet accueille favorablement les discussions

Actualités et à noter

et suggestions des bénéficiaires pour adapter les formations prévues par le projet aux besoins exprimés.

A la fin du projet, une évaluation comparera la situation des 200 bénéficiaires à celles d'autres femmes qui n'auront pas reçu le soutien de LEAP. Les conclusions et leçons tirées seront partagées avec les autres équipes travaillant dans les programmes de DDR au Congo et dans d'autres pays, l'objectif étant d'identifier des bonnes pratiques dans la réintégration qui peuvent être reproduites et ainsi contribuer à une paix durable dans les pays en conflit.

“Nous espérons que les leçons que nous pourrions tirer de ce projet pilote résulteront en des améliorations pratiques de la composante genre des programmes de DDR, non seulement dans la région des grands lacs mais aussi dans le reste du continent africain”, ajoute Bernard Harborne, Chef du Secrétariat MDRP.

Le Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration a été lancé en 2004 grâce à un cofinancement de la Banque mondiale (don IDA de 110,74 millions de dollars) et du MDRP (don de 100 millions de dollars).

Le programme ambitieux visait 150.000 ex-combattants, avec pour objectif général de renforcer la paix et de promouvoir la stabilité économique et le développement durable en RDC et dans la région des grands lacs.

En particulier, le programme visait à :

- démobiliser jusqu'à 150.000 ex-combattants et soutenir leur retour à la vie civile
- promouvoir la réallocation des dépenses militaires du gouvernement vers les secteurs économique et social.

En juin 2008:

- 102.148 adultes ont été démobilisés. Il reste 60.000 à 70.000 combattants à démobiliser.
- 102.013 bénéficiaires ont reçu un paiement pour soutenir leur réinsertion.
- Un contrat pour le soutien à la réintégration de 56.297 ex-combattants a été signé ; 47,000 d'entre eux sont activement engagés dans des activités de réintégration.
- 30.219 enfants ont été libérés des groupes armés

Malgré les récents combats violents dans l'est du pays, la Banque mondiale et les partenaires du MDRP continuent à travailler avec le gouvernement pour soutenir les activités de réintégration. Un financement supplémentaire de IDA de 50 millions de dollars a été approuvé récemment.

Actualités et à noter

Le programme d'Apprentissage pour l'égalité, l'accès et la paix (LEAP en anglais) a été lancé en août 2007 pour renforcer l'impact des projets MDRP sur les questions de genre.

LEAP a aidé à éclairer la situation difficile des femmes ex-combattantes et des femmes associées aux groupes armés. En effet, le programme a aidé à garantir aux hommes et aux femmes ex-combattants un accès égal aux bénéfices de démobilisation et de réintégration, tout en reconnaissant les besoins particuliers des femmes tels que des camps séparés, une sécurité accrue et un soutien psychosocial approprié selon le genre.

La première phase de LEAP a été cruciale pour accroître la compréhension des questions de genre dans les programmes financés par le MDRP.

- LEAP représente un mécanisme par lequel la capacité des commissions nationales peut être évaluée en matière d'intégration des questions de genre dans les programmes nationaux, d'identification des lacunes et des défis à relever dans ce domaine, et de renforcement de la capacité pour faire face à ces problèmes.
- Des plans d'action sur le genre ont été produits en parallèle avec l'identification de « points de contacts genre » au sein des commissions nationales en Angola, au Burundi et en République du Congo. En RDC, un plan d'action sur le genre est en cours de développement puisque les activités de démobilisation et réintégration ont récemment repris.
- Le personnel de LEAP a pu fournir une assistance technique importante aux commissions nationales en fournissant une formation spécialisée aux points contacts dans la région.
- La flexibilité du programme LEAP lui a permis de répondre à la demande de services provenant des clients et a aussi permis de mobiliser le soutien nécessaire aux initiatives financées par le MDRP à différents stades de mise en œuvre.
- LEAP a entamé des activités qui permettront d'augmenter les connaissances sur le rôle des questions de genre dans les programmes DDR. Par exemple deux études sur la jeunesse et les conflits au Burundi et au Rwanda ont été réalisées.

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter www.mdrp.org/French/index_fn.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.